

ÉTATS-UNIS-AMÉRIQUE LATINE : QUELLES PERSPECTIVES APRÈS L'ÉLECTION DE JOE BIDEN ?

PAR

Christophe VENTURA
Directeur de recherche à l'IRIS

Février 2021

*Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de
l'Agence française de Développement.*

*Les analyses et conclusions de cette note sont
formulées sous la responsabilité de leurs auteurs.
Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue
de l'Agence française de Développement.*

NOTE D'ANALYSE



Le 20 janvier 2021, Joe Biden, 46^e président des États-Unis, est entré en fonction. L'ancien membre et président de la commission des affaires étrangères du Sénat (1997-2008) et vice-président de Barack Obama (2008-2016) - dont il fut l'émissaire permanent en Amérique latine - est un fin connaisseur de cette région qu'il a visitée plus que tout autre président états-unien avant lui. En effet, **Joe Biden a effectué une quinzaine de voyages officiels en Amérique latine tout au long de sa carrière politique**. Ces vingt dernières années, il a été l'artisan de plusieurs des principales actions de son pays dans la région : Plan Colombie en 2000 et plan « Peace Colombia » en 2010 contre le narcotrafic, le crime organisé, pour le soutien à la paix et la stabilité en **Colombie** ; programme « Alliance pour la prospérité » pour les pays du « Triangle Nord » en Amérique centrale (**El Salvador, Guatemala, Honduras**) en 2014 ; normalisation des relations avec **Cuba** entre 2014 et 2016, etc.

Après quatre années de mandat de Donald Trump caractérisées par un mélange de désintérêt stratégique pour les pays latino-américains, de répression commerciale et migratoire ponctuelle ou permanente (**Argentine, Brésil, Mexique**, pays du « Triangle Nord »), de « *pressions maximales* » contre Cuba et le **Venezuela** (secondairement contre le **Nicaragua**) en vue d'obtenir un changement de régime dans ces pays « *socialistes* » membres d'une « *troïka de la tyrannie* » selon les mots de l'ancien secrétaire d'État John Bolton, quelle sera la politique de Joe Biden en Amérique latine ?

Cette question se pose dans un contexte géopolitique précis. L'Amérique latine, zone d'influence traditionnelle de la première puissance mondiale, est aujourd'hui devenue un terrain d'affrontement stratégique majeur avec la **Chine**, rival systémique des États-Unis contre lequel le nouveau locataire de la Maison-Blanche promet lui aussi de « *gagner la compétition pour le futur* »¹. Quels sont les projets de Joe Biden et de son administration pour cette région ?

CONSTRUIRE UN AGENDA MULTILATÉRAL SOUS-RÉGIONAL

Le Mexique, les pays d'Amérique centrale et ceux de la Caraïbe constituent le cœur de la feuille de route latino-américaine élaborée par Joe Biden et son administration. **Cette zone du sous-continent est la plus directement soumise à l'influence économique² et géopolitique traditionnelle des États-Unis. Et pourrait devenir pour le nouveau président démocrate un exemple, à une échelle sous-régionale, de son engagement en faveur de la restauration et de la modernisation, à l'échelle mondiale, du multilatéralisme.** Cette approche constitue, pour Joe Biden, le projet et la méthode visant à rétablir l'hégémonie des États-Unis. Elle doit permettre l'adhésion retrouvée des alliés traditionnels de la première puissance mondiale à son « *leadership* », éprouvé par quatre années « disruptives » de mandat de Donald Trump.

¹ Joe Biden, « Why America Must Lead Again. Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump », *Foreign Affairs*, mars-avril 2020.

² La zone représente environ deux tiers du commerce états-unien avec la région latino-américaine dans son ensemble. Dans ce cadre, le Mexique, via l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (AEUMC), en concentre à lui seul 68%. Dans Cepal, *United States-Latin America and the Caribbean Trade Developments 2019*, Washington, décembre 2019.

Dans la région comme ailleurs, cette approche doit se matérialiser dans la promotion de projets visant la résolution des grands défis globaux du 21^e siècle identifiés par le nouveau président des États-Unis : changement climatique, migrations massives, défis technologiques, risques pandémiques, défense et renforcement de la démocratie libérale et des droits humains face à la montée de la « *corruption* » et de « *l'autoritarisme* »³. Ces catégories visent notamment la Chine et la **Russie**, considérées comme rivaux systémiques et idéologiques par le nouveau président démocrate.

Dans ce contexte, **Joe Biden envisage un nouveau rapport à l'Amérique centrale et la Caraïbe fondé sur la résolution commune d'une question directement liée à ses priorités intérieures. Ainsi, la question migratoire constitue l'axe central de son projet pour la sous-région.** Conformément à ses engagements de campagne - Joe Biden a obtenu environ deux tiers du vote « Latino »⁴ lors de l'élection du 3 novembre 2020 -, le nouveau président américain a soumis au Congrès, dès le premier jour de son entrée en fonction, un nouveau projet de loi de « *modernisation du système d'immigration* » américain, le « U.S. Citizenship Act of 2021 ». Ce dernier, en rupture radicale et ostentatoire avec les politiques de son prédécesseur et celles voulues par nombre de ses soutiens, notamment au sein du camp républicain et des puissantes mouvances de l'alt-right (extrême-droite) et du suprémacisme blanc, prévoit la mise en place d'une nouvelle « *feuille de route vers la citoyenneté* » - et donc vers le droit de vote à termes - pour environ 11 millions d'immigrants sans papiers (essentiellement centro-américains - El Salvador, Guatemala, Honduras -, Mexicains et Caraïbiens - Haïti -) qui vivent et travaillent aux États-Unis (notamment dans les secteurs de l'agriculture, des travaux publics, des services, de la restauration, etc.). Au terme d'un parcours de huit ans démarrant par la possibilité de déposer une demande de statut légal temporaire sur le territoire états-unien⁵, ces derniers pourraient obtenir leur pleine régularisation au bout de cinq ans avec un titre de séjour, la « carte verte », puis devenir éligible, sous certaines conditions, à la citoyenneté américaine.

D'ores et déjà, Joe Biden a abrogé les décrets pris par son prédécesseur qui retiraient aux sans-papiers mineurs arrivés aux États-Unis - les « Dreamers » - leur statut temporaire. Pour ces derniers, tout comme pour les travailleurs agricoles ou pour les personnes titulaires d'un permis de séjour temporaire exerçant une activité, le projet prévoit une obtention « *immédiate* » de la « carte verte » une fois la nouvelle législation approuvée par le Congrès, dont les débats seront déterminants pour évaluer le degré de matérialisation concrète des intentions présidentielles. Joe Biden a également interrompu la construction du « mur » lancé par Donald Trump à la frontière avec le Mexique en annulant la « déclaration d'état d'urgence nationale » à l'origine des financements de ce projet.

Ayant à plusieurs reprises remis en question, durant sa campagne électorale, la politique d'expulsions massives des migrants - « Deportations » - organisées sous l'administration

³ Joe Biden, « Why America Must Lead Again. Rescuing U.S. Foreign Policy After Trump ».

⁴ La communauté hispanique est évaluée à 60 millions de personnes aux États-Unis (dont près de 40 millions de Mexicains) et représente plus de 32 millions d'électeurs. Elle est devenue la première minorité du pays et contribue aux évolutions structurelles de la composition démographique de la population américaine.

⁵ Ce projet ne concerne que les personnes présentes sur le territoire des États-Unis au 1^{er} janvier 2021. Il ne s'appliquera donc pas aux migrants qui chercheraient à rejoindre le territoire états-unien à partir de cette date.

Obama⁶, Joe Biden a également annoncé la suspension pour cent jours de ces pratiques, le temps d'évaluer l'ensemble du système⁷.

Enfin, **ce projet confirme le lancement du « Plan Biden pour construire la sécurité et la prospérité en partenariat avec les peuples d'Amérique centrale »** (« The Biden Plan to Build Security and Prosperity in Partnership with the People of Central America »). Ce « Plan Biden » a constitué la pierre angulaire de la stratégie latino-américaine du nouveau président durant sa campagne électorale.

Il affirme, dans la plus grande tradition diplomatique de Washington, que « *l'Hémisphère occidentale - l'ensemble du continent américain dans sa terminologie - a le potentiel d'être sûr, démocratique et prospère de la partie nord du Canada jusqu'à l'extrémité sud du Chili* ». S'inscrivant dans la continuité et la logique de l'« Alliance pour le progrès » de 2014 démantelée par Donald Trump, il prévoit l'attribution de 4 milliards de dollars sur quatre ans⁸ aux trois pays du « Triangle Nord » dont provient la plus grande partie des migrants de la région qui tentent de rejoindre les États-Unis.

Elaboré dans le but de réduire de manière « efficace et durable » les migrations provenant d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras, le « Plan Biden » affirme viser la résolution des problèmes qui sont à « la racine » de ces phénomènes : pauvreté, violence, criminalité organisée, corruption, dysfonctionnement des institutions publiques, mais également changement climatique. Il s'agit de mettre en place une « *stratégie globale* » permettant, à terme, de transformer ces pays en sociétés de « *classes moyennes* ». Dans cette perspective, le « Plan Biden » organise la mobilisation de financements états-uniens, l'implication sur le terrain des différentes administrations et agences gouvernementales compétentes, ainsi que la participation du secteur privé des États-Unis et des bailleurs internationaux. En contrepartie, il exige des États bénéficiaires leur engagement pour qu'ils mettent en place, co-pilotent et co-financent, par le développement de ressources propres (réformes fiscales), les réformes définies et souhaitées par Washington et ses partenaires en matière de lutte contre la corruption, la pauvreté, la criminalité organisée et la violence. Et également en matière d'amélioration de la gouvernance institutionnelle et d'attractivité économique de sorte à favoriser l'afflux d'investissements étrangers. Sur ce dernier point, le président inscrit cet objectif dans celui consistant à « *promouvoir les transitions vers une énergie propre et l'adaptation au changement climatique et la résilience* ».

La bifurcation en matière de politique migratoire proposée par Joe Biden est attendue par les pays concernés, et également par le Mexique qui a dû accepter, contraint par Donald Trump, de développer une politique répressive et militarisée de la gestion des flux migratoires en provenance de ses voisins centro-américains et à sa frontière nord avec les États-Unis. Le

⁶ Selon les sources, entre trois et cinq millions de migrants ont ainsi été expulsés des États-Unis durant les deux mandats de Barack Obama.

⁷ Pour en savoir plus sur l'ensemble des dispositions du « U.S. Citizenship Act of 2021 », notamment en matière de renforcement des droits des migrants, lire « President Biden Sends Immigration Bill to Congress as Part of His Commitment to Modernize our Immigration System », site de la Maison-Blanche, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/01/20/fact-sheet-president-biden-sends-immigration-bill-to-congress-as-part-of-his-commitment-to-modernize-our-immigration-system/>

⁸ Ces financements combineront notamment fonds gouvernementaux, prêts bancaires, financements des banques multilatérales (Banque mondiale et BID).

nouveau projet de Washington reconnaît également la centralité de la question du développement et de la lutte contre la pauvreté dans la résolution des questions migratoires. Et rejoint, de ce point de vue, les positions et les projets défendus, mais frustrés par Donald Trump, par le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador (« AMLO ») depuis le début de son mandat. Mais, dans le même temps, les exigences de la nouvelle administration américaine en faveur de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique pourraient entrer en contradiction avec la volonté du gouvernement mexicain de renforcer souverainement le potentiel pétrolier et énergétique du pays. De plus, dans ce secteur stratégique comme dans celui des télécommunications, les orientations de AMLO en faveur d'une limitation de la pénétration des investisseurs privés et étrangers pourraient constituer un motif de tensions avec son nouvel homologue libéral à Washington. Le nouveau gouvernement états-unien pourrait ainsi s'appuyer sur les dispositions du nouveau traité de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (Aeum) pour contester les politiques de AMLO. Et le cas échéant, prendre des mesures de rétorsions commerciales. Enfin, d'une manière plus générale, quelques-unes des thématiques placées au coeur de l'agenda multilatéral et bilatéral latino-américain de Joe Biden (changement climatique, lutte contre la criminalité organisée ou la corruption) pourraient, du point de vue de Mexico, être perçues comme porteuses d'un risque accru d'interférences du nouveau gouvernement de Washington dans les affaires intérieures du pays.

DES ENTRAVES À UNE POLITIQUE ÉTATS-UNIENNE CONTINENTALE PROACTIVE

Si la zone centro-américaine et caribéenne permet aux États-Unis, pour des raisons historiques, géographiques et géoéconomiques, d'afficher des objectifs ambitieux et opérationnels, la configuration politique, économique et géopolitique actuelle de l'Amérique latine prise dans son ensemble limite les capacités et les ambitions de la puissance tutélaire traditionnelle de la région. Tout comme le poids des problèmes et des fractures internes aux États-Unis qui mobilisera prioritairement l'action du nouveau gouvernement de Joe Biden.

Son administration sera par ailleurs confrontée en Amérique latine à plusieurs questions et défis. Dans le contexte de crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de Covid-19 et au développement de ses nouveaux variants, l'ensemble des pays de la région - épicerie, avec les États-Unis, de cette crise⁹, du Mexique au **Chili** en passant par Cuba, vont connaître une crise économique et sociale « *sans précédent* » historique pour reprendre les mots de la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) Alicia Barcena. Les États latino-américains sont notamment confrontés à l'envolée de l'endettement public (déjà passé de 46 % du PIB en moyenne en 2019 à près de 55% en 2020). La question de la reconstruction économique de l'Amérique latine (infrastructures, financement des États, etc.) dans la perspective post-pandémique est d'ores et déjà posée¹⁰. Les États-Unis seront-ils en

⁹ Près de 19 millions de cas sont recensés en Amérique latine et près de 600 000 décès sont à déplorer (au 1^{er} février 2021).

¹⁰ Sur ces questions, lire Christophe Ventura, « Covid-19 en Amérique latine : au-delà d'une crise sanitaire », note de conjoncture réalisée pour le compte de l'AFD, septembre 2020, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/09/Note-AFD-Covid-en-Amerique-latine-septembre-2020.pdf>

mesure d'y jouer un rôle dominant ? Rien n'est moins sûr. Au-delà du poids des difficultés politiques et économiques intérieures que devra résoudre le gouvernement américain, ce dernier fait désormais face à d'autres puissances installées en Amérique latine, au premier rang desquelles la Chine. Cette dernière, premier partenaire commercial des pays sud-américains et deuxième de l'ensemble de l'Amérique latine, est devenue le principal prêteur de nombreux États latino-américains et ses investissements dans la région ont atteint plus de 120 milliards de dollars entre 2005 et 2020. Même s'ils ont sensiblement baissé depuis 2016, ils restent supérieurs à ceux de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID) cumulés.¹¹ Et Pékin a annoncé vouloir les porter à 250 milliards de dollars en 2025.

L'empire du Milieu a également supplanté son rival états-unien dans la région en matière d'aides depuis le début de la crise pandémique. Masques, matériel médical, personnels médicaux, prêts financiers. Dans tous ces domaines, la Chine a jusqu'à présent devancé les États-Unis¹². En matière de diplomatie du vaccin, elle fait également la course en tête avec une présence ou des pourparlers engagés avec l'Argentine, le Brésil, le Chili, El Salvador, l'**Équateur**, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le **Pérou** ou le Venezuela. Pour sa part, l'autre rival systémique des États-Unis, la **Russie**, opère également une percée significative dans la région. L'Argentine, la Bolivie, le Mexique, le **Paraguay** et le Venezuela ont passé des accords pour recevoir le vaccin Sputnik 5.

Les États-Unis sont quant à eux présents au Chili, en **Colombie**, au **Costa Rica**, en Équateur, au Mexique et au **Panama** tandis que l'Argentine et le Mexique se positionnent en collaboration pour produire et distribuer, en association avec la firme pharmaceutique anglo-suédoise AstraZeneca et l'université d'Oxford, le vaccin Oxford-AstraZeneca en Amérique latine et que le Brésil pourrait à son tour les rejoindre comme producteur et distributeur à partir de ses propres collaborations avec la Chine.

Dans cette configuration pandémique qui modifie progressivement les équilibres géopolitiques mondiaux, les États-Unis devront consentir à partager leur influence en Amérique latine. Seront-ils, du point de vue politique et économique, en mesure de mobiliser des financements, nationaux ou multilatéraux, capables de concurrencer la position chinoise dans la région ? Cet objectif avait été défini par Donald Trump. Ce dernier avait imposé dans cette perspective à la tête de la BID Mauricio Claver-Carone, son ancien conseiller sur l'Amérique latine au sein du Conseil de sécurité nationale, en septembre 2020. Monsieur Claver-Carone, premier non-Latino-Américain à diriger la BID depuis sa fondation en 1959 et partisan d'une ligne dure contre la Chine, Cuba, le Venezuela, souhaite obtenir une augmentation substantielle du capital de la banque régionale pour contrer les banques et les financements chinois. Celui dont l'élection a été perçue comme un coup de force de Washington dans de nombreux pays latino-américains,

¹¹ Pour leur part, les investissements états-uniens sont passés, selon le président de la BID Mauricio Claver-Carone, sous la barre des 35 milliards de dollars en 2018-2019. Dans « Regresar inversiones de China y mejor coordinación regional: candidato de EU al BID », *Forbes Mexico*, 11 septembre 2020.

¹² Sur la confrontation hégémonique entre la Chine et les États-Unis en Amérique latine, lire Christophe Ventura, « Chine/États-Unis : qui prendra l'avantage en Amérique latine ? » *Revue internationale et stratégique* (RIS), n°120, hiver 2020. Disponible sur le site du Cairn : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2020-4-page-127.htm>

indépendamment de leurs couleurs politiques, bénéficiera-t-il de la confiance de la nouvelle administration Biden et obtiendra-t-il gain de cause ?

La politique latino-américaine de Joe Biden se heurtera à un autre type de problème. Fondée sur un engagement multilatéraliste assumé, cette dernière se verra mise en difficulté en Amérique latine, notamment dans le Cône Sud, du fait du recul des processus d'intégration régionale et de l'absence d'un « leadership » politique régional. Les différentes crises économiques, politiques et géopolitiques (comme celle du Venezuela) intervenues dans la région depuis les années 2010 ont miné les dynamiques de coopération au profit d'une fragmentation géopolitique qui s'est nourrie de la multiplication de stratégies différenciées des pays du sous-continent (notamment dans le Cône Sud) en matière de choix économiques, commerciaux, sanitaires, sécuritaires, climatiques, etc. Dans ces conditions, la « méthode multilatérale » prônée par Joe Biden pourrait manquer d'interlocuteurs institutionnels régionaux tandis que les rivaux des États-Unis misent sur les relations bilatérales tout en disposant déjà de cadres multilatéraux spécifiques avec plusieurs pays latino-américains (BRICS, Forum Chine-Communauté des États latino-américains et caribéens (Celac), « nouvelles routes de la soie » auxquelles participent 19 pays de la région, etc.).

C'est dans ce contexte général que Joe Biden s'apprête à devoir se positionner **sur deux dossiers sensibles : Cuba et le Venezuela**. Tandis que ces deux pays manifestent le souhait de tourner la page des années Trump et d'entamer un dialogue ouvert avec le nouveau président des États-Unis dont ils attendent prioritairement qu'il puisse desserrer les mesures unilatérales restrictives qui, notamment en contexte pandémique, asphyxient leurs économies en crise, quels seront les choix de ce dernier ?

Concernant le Venezuela, la nouvelle administration a fait savoir par la voie du nouveau secrétaire d'Etat Antony Blinken qu'elle considérait Nicolas Maduro comme « un dictateur brutal » et qu'elle continuerait à reconnaître, contrairement à l'Union européenne¹³, Juan Guaido comme le président par intérim du Venezuela en attendant que soient organisées des élections « libres et justes ». En attendant d'atteindre cet objectif, la nouvelle administration pourrait néanmoins sensiblement modifier son approche au Venezuela en redéployant prioritairement son action du domaine de l'intervention politique directe (comme sous Donald Trump) à celui de l'humanitaire, en permettant aux Vénézuéliens immigrés sans papiers aux États-Unis de bénéficier des nouvelles dispositions du gouvernement en matière de droit d'asile. De même, la nouvelle administration pourrait redéfinir le cadre d'application de ses

¹³ Lors de son Sommet du 25 janvier 2021, le Conseil de l'Union européenne, tout en ne reconnaissant pas la légitimité des élections législatives vénézuéliennes du 6 décembre 2020, a déclaré, pour la première fois, que « l'UE continuera de dialoguer et de travailler avec toutes les parties prenantes au Venezuela afin d'encourager un dialogue pacifique et une solution démocratique » considérant que « le seul moyen de sortir de la crise au Venezuela consiste à rouvrir rapidement des négociations politiques et à instaurer d'urgence un dialogue et un processus de transition menés par le Venezuela lui-même menant à des élections législatives et présidentielles crédibles, inclusives et transparentes ». Lire le communiqué intégral « Venezuela : le Conseil adopte des conclusions sur les résultats des élections législatives » : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/01/25/venezuela-council-adopts-conclusions-on-the-outcome-of-the-legislative-elections/>

sanctions contre le Venezuela, en les ciblant prioritairement sur les dirigeants vénézuéliens plutôt que contre les opérateurs économiques. Dans le même temps, le nouveau gouvernement américain pourrait ne pas s'opposer à des tentatives internationales visant à faciliter une négociation politique entre tous les acteurs de la crise vénézuélienne si cette dernière aboutissait à l'organisation d'élections et au départ de Nicolas Maduro.

Concernant Cuba, réintégré à la dernière minute par l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo sur la liste des « États soutenant le terrorisme » le 11 janvier 2021 - le pays en avait été retiré en 2015 par Barack Obama - au terme de quatre années de renforcement constant des mesures restrictives unilatérales, y compris extra-territoriales, contre le pays, l'administration Biden se prépare à avancer avec prudence. Joe Biden a annoncé durant sa campagne son souhait de revenir à la doctrine Obama de normalisation des relations avec Cuba et d'annuler plusieurs restrictions imposées par son prédécesseur Donald Trump sur les voyages de résidents américains sur l'île et l'envoi d'argent des Cubains résidents aux États-Unis à leurs familles demeurées au pays. Mais les partisans favorables à un changement de régime à Cuba se trouvent aussi bien dans le camp démocrate du président que parmi les Républicains. Ayant perdu (de très peu) la Floride au profit de Donald Trump et dans la perspective des prochaines élections de mi-mandat (2023) au Congrès, Joe Biden devrait avancer sur quelques points (rétablissement de la liberté de voyager, envoi d'argent, réouverture à La Havane d'une section consulaire, remise en cause de l'application du chapitre III de la loi Helms-Burton qui autorise les actions de la justice américaine contre les entreprises internationales présentes à Cuba), tout en maintenant l'embargo.

Enfin, une question ouverte se pose à la nouvelle administration. Quelles seront ses relations avec le Brésil de Jair Bolsonaro ? Ce dernier, après avoir soutenu jusqu'à la dernière minute Donald Trump et mis en garde Joe Biden durant sa campagne sur ses positions en faveur d'une protection renforcée de l'Amazonie, a adressé le 20 janvier 2021 une lettre publique au nouveau président des États-Unis. Dans cette missive, le président brésilien, rompant avec son ton des derniers mois, félicite son nouvel homologue et appelle de ses vœux un rapprochement plus étroit entre les deux pays. Il formule le souhait que soit mis en place un accord de libre-échange entre eux. Pour la première fois, Jair Bolsonaro évoque même « *un partenariat en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement, particulièrement en Amazonie* » et rappelle les engagements de son pays avec l'Accord de Paris dont il affirme qu'ils seront renouvelés. D'une manière générale, Jair Bolsonaro cherche dans cette lettre à inscrire la coopération du Brésil avec les États-Unis dans le cadre des priorités internationales affichées par Joe Biden¹⁴.

¹⁴ Lettre publiée sur le compte twitter de Jair Bolsonaro. De larges extraits sont disponibles ici : <https://agenciabrasil.ebc.com.br/politica/noticia/2021-01/bolsonaro-cumprimenta-biden-e-divulga-carta-enviada-ao-novo-presidente>

VERS UNE NOUVELLE ÉDITION DU SOMMET DES AMÉRIQUES

Tous ces paramètres conjugués formeront le cadre à partir duquel se dessinera la trajectoire de la politique latino-américaine de la nouvelle administration démocrate. Un événement continental permettra d'en mesurer les développements à venir et la progression, et peut-être d'en accélérer certains aspects. Les États-Unis accueilleront, en effet, fin 2021, et pour la première fois depuis sa fondation en 1994 à Miami, le 9^e Sommet des Amériques. Cette rencontre organisée tous les trois ans rassemble tous les pays du continent américain.

Sa préparation, son agenda et sa tenue permettront-ils aux États-Unis de se relancer en Amérique latine ? ■

ÉTATS-UNIS/AMÉRIQUE LATINE : QUELLES PERSPECTIVES APRÈS L'ÉLECTION DE JOE BIDEN ?

PAR

CHRISTOPHE VENTURA / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

FÉVRIER 2021

NOTE D'ANALYSE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS. ELLES NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT LE POINT DE VUE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org